

Lawrence Lessig « Le Web rend notre culture vulnérable aux extrêmes »

Face aux discours haineux qui prolifèrent en ligne, la solution est moins de réglementer que d'en résoudre les causes géopolitiques, selon ce professeur de droit américain, penseur d'Internet

Le Monde · 14 Sep 2017 · Propos recueillis par samuel laurent

Juriste et professeur de droit à Harvard, l'Américain Lawrence Lessig, 56 ans, est l'un des penseurs d'Internet. Spécialiste du droit de la propriété intellectuelle, il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles, dont le plus célèbre est *Code Is Law* (« Le code fait loi »), qui mettent en garde depuis 2000 sur la nécessité de fixer des règles de loi pour réguler Internet, sous peine de voir les opérateurs privés les concevoir eux-mêmes. Lawrence Lessig a notamment cofondé la licence « Creative Commons » qui permet d'encadrer le partage non marchand sur le Web.



Début août, à Charlottesville (Virginie, EtatsUnis), a eu lieu une manifestation de l'extrême droite américaine qui a dégénéré en émeutes lors d'affrontements avec des militants antiracistes : un homme soupçonné d'être un sympathisant d'extrême droite a foncé dans la foule en voiture, tuant une jeune femme et faisant 19 blessés. Ces événements ont relancé les débats autour des discours de haine sur Internet et de leur régulation. Un débat au coeur du travail de Lawrence Lessig, qui a bien voulu répondre à nos questions avant sa venue à Paris, dimanche 24 septembre.

A la suite des événements de Charlottesville, plusieurs sites américains, dont l'hébergeur GoDaddy, ont annoncé qu'ils fermaient des sites ou des pages tenus par des groupes néonazis. Ces réactions vous semblent-elles à la hauteur des enjeux que posent ces sites ?

Je ne pense pas qu'elles soient suffisantes du tout. La question est: comment, en pratique, ces sites et hébergeurs vont-ils faire? Imaginer que des milliers d'employés de Facebook (ou, pire, des robots) puissent lire en continu tous les messages publiés sur le réseau est une idée folle et absurde. Je ne peux pas parler pour l'Europe mais, en Amérique, l'instrumentalisation politique de la haine était quelque chose qui déclinait, notamment sur la Toile. Si elles n'étaient pas encouragées par le président Donald Trump, ces idées seraient invisibles. Il existe une différence culturelle entre l'Europe et les Etats-Unis, concernant l'étendue de la liberté d'expression et la nécessité de l'encadrer par la loi. Nous pensons souvent en Europe que cet encadrement est nécessaire, mais nous peinons à adapter nos législations. Par exemple, depuis un an, l'Allemagne menace Facebook de voter une loi pour l'obliger à durcir sa politique de modération. Selon vous, cette approche est-elle efficace pour parvenir à faire bouger les géants du Web ?

Je crains que cela n'ait surtout des conséquences imprévisibles. Faire pression pour rendre des acteurs privés, comme Facebook, responsables de la censure transforme de fait ces acteurs privés en censeurs, qui n'ont de comptes à rendre à personne. L'Europe fait face à une pression migratoire extraordinaire, en partie due à l'activisme militaire américain dans le monde, et notamment à la déstabilisation du Moyen-Orient qu'il contribue à provoquer. S'il y a une solution, elle doit surtout chercher à résoudre les causes géopolitiques qui mènent à la prolifération du discours de haine.

Vous avez à plusieurs reprises fait part de votre inquiétude devant la manière dont les réseaux sociaux polarisaient les débats et les oppositions, allant presque jusqu'à créer des réalités alternatives – les fameuses « post-vérités ». Est-il cynique de penser que c'est un effet structurel de la « révolution Internet » ?

Ce n'est pas cynique, c'est vrai. Les réseaux sociaux donnent aux gens ce qu'ils souhaitent, et ce qu'ils souhaitent est souvent très polarisé et très partial. Je ne pense pas pour autant que la solution soit d'encadrer ce que les gens souhaitent lire et la façon dont ils entendent être informés. La solution est de nous permettre à tous de parler avec moins de partialité et plus de raison. Je pense à de meilleures manières de savoir ce que « nous, le peuple », pensons, à travers par exemple des sondages ou des processus qui viseraient à mieux informer l'opinion plutôt que de chercher à savoir ce vers quoi cette opinion penche.

Comme nombre de médias, « Le Monde » travaille depuis quelques mois avec Facebook ou First Draft, une organisation proche de Google, à mettre en place des initiatives visant à vérifier les rumeurs qui circulent sur les réseaux. Que pensez-vous de ces collaborations ?

C'est très bien. Mais cela fonctionnera-t-il? Je ne sais pas. Si les médias deviennent l'ennemi, comme c'est en train de devenir le cas aux Etats-Unis, je ne suis pas certain que ces mêmes médias aient les moyens d'être la solution.

L'une des explications données à la déferlante des rumeurs infondées est la perte de crédibilité des grands médias. Jimmy Wales, le cofondateur de Wikipédia, veut d'ailleurs lancer un projet de média participatif, et vous faites partie des personnes qui le conseillent à ce sujet. Pourquoi ?

Nous devons encourager ces initiatives, qui sont des éléments-clés dans une économie de la vérité. Regardez le succès de Wikipédia : il ne fait pas de publicité, pourtant il est constamment dans le haut du classement des sites mondiaux. La raison tient sans doute au désir de « neutralité » des gens – ou

du moins à une forme de normalisation dans la manière de restituer les faits. Même les partisans de la droite radicale regardent Wikipédia, car un militant veut comprendre comment un nonmilitant voit les choses.

La neutralité du Net – le principe d'égalité de traitement des flux de données quelle qu'en soit la source – est une nouvelle fois remise en question par certains intérêts privés outre-Atlantique. Sommes-nous condamnés à la voir disparaître un jour ?

Aussi longtemps que l'argent conduira les politiques, la neutralité du Net, le respect de la vie privée ou encore la facilité à accéder aux réseaux seront menacés. Les deux cents premiers jours de l'administration Trump l'ont démontré de manière très claire. De mon point de vue, il y a des principes actuellement inscrits dans le code – comme la neutralité – qui devraient être transcrits dans la loi, partout dans le monde.

Internet a longtemps été défini comme une utopie démocratique, un espace où chacun peut publier, discuter et participer à l'enrichissement du débat et des connaissances. Vous avez défendu ce Web de la participation. Mais, avec la vague actuelle de rumeurs et le rôle nouveau des réseaux, ne voit-on pas s'imposer la face sombre de cet Internet participatif ?

Je n'ai jamais cru que les vertus des débuts du Web pourraient survivre sans une défense forte et politique. C'est ce que j'ai plaidé en 1999 dans mon livre Code et autres lois du cyberspace (Basic Books). Mais je n'ai pas prévu cette menace particulière des « fake news » [fausses informations]. En supprimant, avec le Web participatif, la notion d'éditeur de contenus, faisant de fait disparaître la notion de responsabilité [Facebook, Twitter ou les hébergeurs de blogs ne sont quasiment pas responsables légalement des contenus qui y sont publiés], nous avons rendu notre culture politique vulnérable aux extrêmes et à la haine.

Le thème de notre festival cette année est « rêver ». Quels seraient vos rêves concernant le futur d'Internet ?

Cela pourrait être beaucoup de choses, par exemple une plate-forme qui permette une réelle démocratie. Pour l'instant, ce n'est pas encore ça, essayons de voir si nous parvenons à la construire !

Vous étiez très proche de l'informaticien Aaron Swartz, qui s'est suicidé à l'âge de 26 ans, en 2013, après avoir énormément milité et agi pour Internet, notamment en créant avec vous la notion de « communs » (Creative Commons). Quels auraient été selon vous ses rêves pour le Web de demain ?

Je pense qu'il aurait souhaité qu'Internet devienne un outil au service d'une plus grande justice.

« LA SOLUTION EST DE NOUS PERMETTRE À TOUS DE PARLER AVEC MOINS DE PARTIALITÉ ET PLUS DE RAISON »

Rencontre avec Lawrence Lessig, animée par Samuel Laurent, dimanche 24 septembre de 10 heures à 11 heures, à l'Opéra Bastille (amphithéâtre).